

Convention collective départementale

IDCC : 899. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(MARNE)**

(26 juillet 1976)

(Etendue par arrêté du 26 octobre 1978,
Journal officiel du 14 janvier 1979)

**ACCORD DU 17 NOVEMBRE 2008
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA VALEUR DU POINT**

NOR : *ASET0851320M*

IDCC : 899

Entre :

L'UIMM de la Marne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dispositions générales

Le présent accord institue un barème de rémunérations annuelles garanties (RAG), applicable à compter du 1^{er} janvier 2008, sur la base de 151,67 heures correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème figure en annexe I du présent accord.

Il doit être adapté proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

Il fixe, pour chaque coefficient de la classification, la rémunération annuelle au-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Le présent accord institue également un barème de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) qui sert à la fois de base de calcul pour les primes d'ancienneté et de garantie mensuelle de rémunération, la rémunération effective ne devant pas être inférieure au SMIC.

Ce barème figure en annexe II du présent accord.

Sont exclus du bénéfice de ces garanties les titulaires d'un contrat de travail régi par des règles spécifiques en matière de rémunération, comme, par exemple, les contrats d'apprentissage ou les contrats de formation en alternance.

Article 2

Rémunérations annuelles garanties

2.1. Mise en œuvre

Conformément à l'accord national du 13 juillet 1983, modifié par l'avenant du 17 janvier 1991, pour vérifier si un salarié a effectivement bénéficié de la rémunération annuelle à laquelle il a droit en fonction de sa classification, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire qu'il aura perçus au cours de l'année concernée, quelles qu'en soient la nature et la périodicité et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant des dispositions de la convention collective territoriale des industries métallurgiques applicable ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

En vertu de ce principe, sont notamment exclues :

- les sommes constituant un remboursement de frais et ne supportant pas les cotisations de sécurité sociale ;
- les sommes correspondant à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise.

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont donc à prendre en compte pour effectuer cette vérification.

2.2. Absences

En cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit (maladie, maternité, accident, congé sans solde, mise à pied, etc.), il y aura lieu d'ajouter au salaire brut, tel que défini à l'article 2.1, la rémunération brute que le salarié aurait perçue s'il avait effectivement travaillé et de déduire toutes les sommes éventuellement reçues par le salarié à titre d'indemnisation de la perte de salaire consécutive à son absence.

2.3. Complément de rémunération

En fin d'année, si la vérification du montant des sommes versées en application des dispositions ci-dessus fait apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de la rémunération qui lui est garantie, l'employeur doit verser un complément, à due concurrence, au plus tard lors de la paie du mois de janvier de l'année suivante.

Article 3

Rémunérations minimales hiérarchiques

Les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH), telles que définies à l'article 217 de la convention collective de la métallurgie de la Marne, sont déterminées comme suit :

- à compter du 1^{er} décembre 2008, sur la base d'une valeur du point de 4,65 €, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Elles comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions d'horaires.

Le tableau des rémunérations minimales hiérarchiques fait l'objet de l'annexe II du présent accord.

Article 4

Notification et dépôt

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Reims, le 17 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Rémunérations annuelles garanties à compter du 1^{er} janvier 2008 pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	15 665
	2	145	15 677
	3	155	15 687
II	1	170	15 715
	2	180	15 779
	3	190	16 033
III	1	215	16 485
	2	225	16 777
	3	240	17 612
IV	1	255	18 381
	2	270	19 389
	3	285	20 633
V	1	305	22 499
	2	335	24 602
	3	365	26 457
	3	395	28 569

Les compensations pécuniaires versées au titre de l'ensemble des réductions d'horaires sont à prendre en compte pour effectuer la comparaison entre les rémunérations réelles et les rémunérations annuelles garantis.

ANNEXE II

Barème des rémunérations mensuelles minimales hiérarchiques pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

Valeur du point : 4,65 € applicable à compter du 1^{er} décembre 2008.

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIERS (5 % inclus)		ADM. et techn.	AGENTS de maîtrise		AGENTS de maîtrise atel. (7 % inclus)
I	1	140	O1	683,55	651,00			
	2	145	O2	707,96	674,25			
	3	155	O3	756,79	720,75			
II	1	170	P1	830,03	790,50			
	2	180			837,00			
	3	190	P2	927,68	883,50			
III	1	215	P3	1 049,74	999,75	AM1	999,75	1 069,73
	2	225			1 046,25			
	3	240	TA1	1 171,80	1 116,00	AM2	1 116,00	1 194,12
IV	1	255	TA2	1 245,04	1 185,75	AM3	1 185,75	1 268,75
	2	270	TA3	1 318,28	1 255,50			
	3	285	TA4	1 391,51	1 325,25	AM4	1 325,25	1 418,02
V	1	305			1 418,25	AM5	1 418,25	1 517,53
	2	335			1 557,75	AM6	1 557,75	1 666,79
	3	365			1 697,25	AM7	1 697,25	1 816,06
	3	395			1 836,75		1 836,75	1 965,32

Les rémunérations figurant ci-dessus ont été calculées pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensations pour réductions d'horaires incluses. Les rémunérations effectives ne devront pas être inférieures au SMIC.

La prime de panier prévue par l'article 221 de la convention collective de la métallurgie de la Marne sera portée à $(683,55 : 151,67) \times 1,5 = 6,76$ €.